

Les enjeux de la sécurité alimentaire mondiale : regards des porteurs d'enjeux et questions à la recherche

Contribuer via la recherche à relever le défi de la sécurité alimentaire mondiale est une priorité de l'Inra et du Cirad.

A cette fin, les scientifiques des deux institutions développent des travaux à différentes échelles d'analyse, du niveau local à celui de la planète, disciplinaires ou pluridisciplinaires, sur les différentes dimensions de la sécurité alimentaire. Ils abordent ainsi des questions aussi variées que l'étude des transitions alimentaires mondiales, l'analyse des évolutions des performances agronomiques et zootechniques des systèmes de production agricole de par le monde, les disponibilités en terres pour un usage agricole et les conditions d'accès à celles-ci, ou encore la gouvernance de la sécurité alimentaire mondiale.

L'objectif de la rencontre est alors, sur la base de présentations de différents acteurs partenaires des deux institutions de recherche, de préciser la façon dont ceux-ci abordent la thématique de la sécurité alimentaire mondiale compte tenu de leurs missions, comment ils s'organisent pour y répondre et quelles sont leurs attentes à l'égard de la recherche agronomique.

La rencontre est organisée en association avec l'Association Française pour le Développement (AFD). Elle abordera les questions de l'accès des petits producteurs aux marchés et de la réduction des pertes et gaspillages, des transitions dans les systèmes de production agricole en lien avec les usages de ressources naturelles, ainsi que la thématique des équilibres des marchés de produits agricoles dans le contexte du développement des usages non alimentaires de la biomasse et de la concurrence au moins potentielle entre usages alternatifs des terres. Une large place sera laissée aux échanges entre les chercheurs, les partenaires et la salle, l'objectif étant de parvenir à une plus forte adéquation entre l'offre et la demande de recherches.

JEAN-LUC FRANÇOIS

• Agence française de
développement

Éradiquer la faim en Afrique subsaharienne et assurer un accès régulier à une alimentation suffisante et de qualité aux 900 millions de personnes qui vivent aujourd'hui en Afrique subsaharienne, et qui seront 1,8 milliard dans un avenir proche, nécessite d'agir sur l'ensemble des causes de l'insécurité alimentaire :

(i) En éradiquant la grande pauvreté et la malnutrition par la création d'emplois décents et des dispositifs ciblés d'aide aux personnes les plus vulnérables ;

(ii) En améliorant la productivité des filières agricoles et des marchés vivriers afin d'offrir une alimentation diversifiée, suffisante et de qualité tout au long de l'année, à des prix compatibles avec le pouvoir d'achat des ménages.

En raison de la dynamique démographique et de la structure de l'économie de l'Afrique subsaharienne, l'essentiel doit être fait dans les zones rurales où vivent aujourd'hui plus de 60 % de la population, où la pauvreté est la plus grande et où la prévalence et l'intensité de la malnutrition sont les plus élevées. Dans ces zones, les performances agricoles conditionnent la diversité, la qualité et la quantité de l'alimentation qui est autoconsommée. Elles déterminent également le niveau des revenus que les ruraux tirent de la vente des produits agricoles sur les marchés domestiques d'abord, mais aussi internationaux.

L'emploi est la question centrale des trois décennies à venir en Afrique subsaharienne. N'ayant pas achevée sa transition démographique, elle doit créer des emplois en très grand nombre : environ 20 millions par an entre 2015 et 2020. La moitié sera probablement constituée d'emplois dans les filières agricoles, dans les zones rurales comme en ville où l'industrie agro-alimentaire devrait en offrir de plus en plus. Dans les années à venir, pour beaucoup de jeunes, trouver un emploi décent impliquera des changements importants par rapport au mode de vie de ses parents. Des mouvements migratoires internes au continent, saisonnier ou définitif, vers les villes mais aussi vers les zones rurales, sont à prévoir. En effet, l'hétérogénéité du peuplement de l'Afrique subsaharienne est tel que des jeunes pourraient quitter des terroirs saturés pour mettre en valeur des terroirs peu densément peuplés mais favorables à l'agriculture. Génératrices de tensions, ces fortes dynamiques de peuplement pourraient être accentuées par les changements climatiques, notamment dans la bande sahélienne, si des mesures d'adaptation ne sont pas prises.

Envisager une croissance rapide et forte des agricultures africaines à court terme, est très envisageable pour trois raisons :

- Les niveaux de productivité sont, en moyenne, très en deçà de ce qui est observé dans des agro-écosystèmes équivalents, mais des exemples nombreux montrent que dès que les conditions sont réunies, les paysans africains atteignent les meilleurs standards ;
- De nombreux pays du continent, notamment dans les zones climatiques soudanaises et guinéennes, disposent d'espaces cultivables et d'eau peu mis en valeur.

Cependant, selon les modèles d'agriculture qui se développeront, les résultats de distribution des terres, des revenus, des emplois et la durabilité environnementale pourraient être fort différents.

Les questions posées à la recherche relèvent, assez classiquement de nombreux champs disciplinaires, je n'en citerai que 2. :

- L'agronomie : Comment être productif dans la diversité ?
- L'anthropologie politique : Comment construire un projet commun ? Comment s'organiser ? De l'exploitation à la Nation ? du village au paysage ?

Mais la question principale pourrait être celle de la place de la recherche pour la sécurité alimentaire dans les politiques des pays du Sud. Comment est-elle organisée ? Comment est-elle connectée à la demande locale ? Comment est-elle articulée à la recherche mondiale ? Comment est-elle financée ? Comment est-elle relayée par les acteurs économiques ?

Insertion des petits producteurs sur les marchés et les filières intégrées, et limitation des pertes et gaspillages

JEAN-CHRISTOPHE LAUGÉE

• Fonds Danone pour l'Ecosystème

Résumé disponible en ligne :

inra.fr/rencontresia/Rencontres-2015/Enjeux-securite-alimentaire-mondiale

Date of birth: July 3, 1969

Place of birth: France

Nationality: French

Actual Position:

Sustainable Sourcing and Ecosystem Director of Danone.

Entered in Danone in 1998 as Industrial Human Resources and Organization Manager within the Baby Food division after 6 years as Business and Labor Lawyer in 2 Groups.

In 2002 he joined Danone Russia as Human Resources Director and became CIS Zone HR Director in 2007.

In 2007 he took the position of Group Sustainable Integration Director. He was appointed in his present position in 2009 member of the Danone HR Board and joined DanTrade Board in 2013 to deploy the sustainable sourcing strategy of this procurement entity.

Since 2014, he is also a Board member of the Sustainable Agriculture Initiative gathering more the 50 FMCG representatives.

As of today he supported the deployment of 56 ecosystem inclusive business innovations co-created with non-profit organization in more than 35 countries and contributed to the definition of Ecosystem overall strategy and governance. Half of those programs are dedicated to partnership with Family Farmers and Farmers of Subsistence.

Pour relever le défi de la sécurité alimentaire mondiale, créer les conditions du développement d'agricultures paysannes agroécologiques

CHRISTOPHE CHAUVEAU

• Directeur des Programmes de
Coopération - AVSF

Pour Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières, ONG française qui mène des actions d'appui à des organisations paysannes dans près de vingt pays du Sud, et les ONG membres de Coordination Sud, seul le développement d'agricultures paysannes et agroécologiques, ancrées dans les territoires, autonomes et diversifiées, peut permettre de relever le défi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale.

Ces agricultures paysannes nourrissent déjà le monde, sont créatrices de richesses et d'emplois et clé pour la sécurité alimentaire. Mais les exclusions dont elles souffrent les détruisent ou limitent leurs capacités de répondre à ce défi.

Pour qu'elles expriment tout leur potentiel, plusieurs conditions doivent être réunies : un accès à la terre, à l'eau et aux biens communs, garantis et une gestion plus démocratique et plus efficiente des ressources naturelles ; des marchés transparents et justes ainsi que des systèmes alimentaires reterritorialisés ; des méthodes et dispositifs d'accompagnement adaptés (éducation, formation agricole et nutritionnelle, conseil, financement, recherche...) ; des organisations paysannes professionnelles fortes et reconnues ; des politiques publiques d'investissements et d'aménagement des territoires, de recherche, de formation et assistance technique, de régulation de l'accès aux ressources naturelles, des filières et des marchés, d'achats publics, de protection sociale... en fin de compte des politiques de souveraineté alimentaire !

Ce sont ces agricultures paysannes et agroécologiques que la recherche doit prioriser. C'est à la création de ces conditions et à la définition de ces politiques que la recherche doit contribuer en alliance et concertation avec les pouvoirs publics, les organisations paysannes et la société civile en général et les entreprises.

Les équilibres sur les marchés mondiaux, l'usage des terres et la valorisation de la biomasse : Une vision à 2030 pour les oléoprotéagineux

JEAN-FRANÇOIS ROUS

• Directeur Recherche & Innovation du groupe AVRIL

Le contexte :

Le monde en 2030 devra nourrir 8,4 milliards d'habitants.

L'augmentation des niveaux de vie et l'offre agricole accompagnent les diversifications des régimes alimentaires dans toutes les régions du monde.

En 2030, la majorité de la population mondiale ne se trouvera qu'au début du processus de transitions nutritionnelles.

La tension sur l'offre en viandes induira un ajustement des prix et par conséquent des consommations par habitant, avec :

- accélération des 2^{ndes} transitions nutritionnelles (régimes plus équilibrés) en Europe, Amérique du Nord et Océanie ;
- saturation des régions en fin de 1^{ère} transition (enrichissement des régimes), notamment en Asie de l'Est, à des niveaux inférieurs ;
- décollage moins rapide des régions en 1^{ère} transition, en particulier en Asie du Sud et en Afrique Sub-Saharienne.

La vision :

Les demandes alimentaires (huiles & protéines) devraient être satisfaites par l'offre agricole.

R&D et investissements seront nécessaires pour améliorer les rendements des cultures, notamment dans les régions en développement. Sous ces conditions, les régimes alimentaires s'enrichiraient dans toutes les régions du monde même si la demande était contrainte.

Le potentiel d'offre en huiles serait supérieur au niveau de demandes (alimentation, énergie, chimie).

L'offre satisfait la demande alimentaire, avec un surplus suffisant pour les usages énergétiques et chimiques.

La demande sera, en 2030, de 240Mt tous usages confondus, dont 172Mt en alimentaire.

Un potentiel important de surfaces supplémentaires de palme existerait en Indonésie, Inde et Afrique Sub-Saharienne mais l'offre serait limitée par la demande.

Le niveau de consommation de viandes serait limité par l'offre en tourteaux. La consommation serait de 380Mt de viandes dans le monde en 2030, soit 45kg par habitant et par an en moyenne. Par contre, la demande en viandes pourrait fortement augmenter après 2030.

90% de la production oléagineuse iraient à des usages alimentaires (huiles & tourteaux).

En conclusion, l'offre en tourteaux sera tendue et les ressources en huiles végétales seront importantes d'où une revalorisation des tourteaux.

